Une commission d'enquête sur des cas d'exécutions de rebelles à Cibitoke

PANA, 14 février 2015 - Le Parquet général ouvre une enquête sur des cas présumés d'exécutions extrajudiciaires au Burundi. Bujumbura, Burundi - Une commission de trois officiers du ministère public a reçu un mois, vendredi, du procureur général de la République, Valentin Bagorikunda, pour enquêter et déposer un rapport sur des cas présumés d'exécutions extrajudiciaires imputables aux forces de sécurité gouvernementales lors des affrontements, qui ont eu lieu entre le 30 décembre 2014 et le 3 janvier 2015, avec un groupe d'individus armés non encore clairement identifiés, à Cibitoke, une province du Nord-ouest du Burundi, frontalière avec la République démocratique du Congo (Rdc). Le groupe avait revendiqué une centaine d'assailants mis «proprement» hors d'état de nuire et seulement dans ses rangs durant les cinq jours de violents accrochages, jamais connus depuis la fin de la guerre civile des années 1993 à 2003 au Burundi. L'annonce du procureur général de la République intervient, quant à elle, au lendemain de la sortie d'un rapport de Human Rights Watch (Hrw, organisation internationale de défense des droits humains) qui charge les corps de défense et de sécurité du Burundi d'avoir exécuté au moins 47 assailants, y compris après leur reddition. Le même rapport insiste sur les besoins d'une enquête indépendante pour faire toute la lumière sur ces cas présumés d'exécutions sommaires. Le procureur général de la République effectuait sa seconde sortie médiatique sur le sujet, après celle du 19 janvier dernier au cours de laquelle il avait rendu public le nom de la tête des assailants, un certain Joseph Kaziri, un officier diserteur de la Force de défense nationale et des anciens combattants. Le procureur n'avait pas, par contre, été capable de révéler le nom du groupe armé qui avait lancé ses troupes contre la province de Cibitoke ou encore moins le mobile, 'au stade où' en étaient les enquêtes. La même source avait révélé que le groupe armé était venu du Congo pour, dans un premier temps, s'implanter au Burundi et faire la reconnaissance sur le terrain des différentes positions des «Imbonerakure» (de jeunes militants du Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (Cndd-Fdd, parti au pouvoir) ainsi que celles de la Police nationale à attaquer le moment venu. L'étape suivante consistait à mener des attaques ciblées contre les 'Imbonerakure' et les positions de la Police nationale du Burundi. La phase finale était d'étendre la «guerre généralisée» pour empêcher la campagne électorale et prendre le pouvoir exécutif par la force. Les Burundais retournent aux urnes entre les mois de mai et août 2015 avec comme enjeu, le renouvellement des institutions qui avaient été élues, en 2010, du sommet à la base. Le climat politique reste incertain en l'absence de dialogue entre la mouvance présidentielle et l'opposition sur certaines questions du processus électoral, comme la transparence du fichier électoral.